



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 11/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JALLATTE

5, rue du Fort

30 170 SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT

Références : SC/2023-09-571
Code AIOT : 0018100024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement JALLATTE implanté 5, rue du Fort – 30 170 Saint-Hippolyte-du-Fort. L'inspection a été annoncée le 01/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative de l'installation au regard des rubriques « ICPE », suite au courrier daté du 29 juin 2023 par lequel la société JALLATTE informait le préfet des modifications intervenues au sein de l'établissement concernant les activités exercées sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JALLATTE
- 5, rue du Fort – 30 170 Saint-Hippolyte-du-Fort.
- Code AIOT : 0018100024
- Régime : Autorisation
- IED : Non

La société JALLATTE est spécialisée dans la fabrication de chaussures de sécurité. Jusqu'en 2019, l'usine fabriquait également des embouts composites. Cette activité s'est arrêtée en septembre 2019 et les équipements et installations de production ont été démantelés en 2023. Depuis mai 2023, une nouvelle activité est exercée au sein de l'établissement, qui consiste en l'application de peinture sur des inserts (pièce intercalaire placée dans la semelle extérieure de la chaussure de sécurité).

La production annuelle de 2022 s'est élevée à 384 819 de paires de chaussures complètes, tandis que la production de 2023 est estimée à 290 000 paires de chaussures (au jour de l'inspection, environ 218 000 chaussures de sécurité avaient été fabriquées) ;

Le site occupe actuellement un terrain de 25 000 m² et comprend les bâtiments et équipements suivants :

- un bâtiment central regroupant :
 - les bureaux et services sur 3 niveaux d'une superficie respective de 1 500, 1 100 et 1 300 m²,
 - un atelier de mécanique de 450 m² ;
- des bâtiments périphériques attenants sur un seul niveau dans lesquels se trouvent :
 - un atelier de production de 7 300 m² comprenant une zone « stockage » destinée au stockage des produits tels que boîtes, cartons, étiquettes, catalogues,..., des matières premières (tiges) et des produits finis (chaussures de sécurité de 1^{er} et 2^e choix) et une partie « production » composée de deux îlots de production, d'une zone de finition et d'une zone d'expédition,
 - un local de 690 m² (ex atelier d'injection-moulage) comprenant une zone de stockage de boîtes et cartons et une zone dédiée au nettoyage/dégraissage des moules par trempage,
 - un atelier de maintenance où sont effectuées entre autres les opérations de nettoyage/dégraissage des outils au niveau d'une fontaine à solvants,
 - un local (ex chambre froide) dans lequel a été installée la cabine de peinture qui permet de peindre les inserts,
 - un laboratoire de 115 m²,
 - un local destiné au bureau d'étude industrielle,
 - un local de 100 m² dans lequel sont implantées deux citernes de produits chimiques (polyol et isocyanate) de volume unitaire de 25 m³ ;
- des bâtiments annexes non attenants
 - un local de 44 m² comprenant une zone de stockage des colorants et une zone de stockage des déchets dangereux, associé à une aire de stockage bétonnée de 150 m²,
 - un local sprinklage de 26 m² et une réserve d'eau de 418 m³,
 - un bâtiment de 230 m² comprenant entre autres une zone de stockage des chaussures de 2^e choix.

Les installations de la société JALLATTE sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°0704033 du 19 avril 2007 fixant les prescriptions à respecter pour la poursuite de l'exploitation de l'usine de fabrication de chaussures.

L'établissement doit également respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Rejets atmosphériques
- Plan de gestion des solvants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.

Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral du 19/04/2007 Article 1.4	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté ministériel du 02/02/1998 Article 27-7-a, b et c	/	Sans objet
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté préfectoral du 19/04/2007 Articles 4.4.2-B et 4.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a été effectuée dans le but de mettre à jour les rubriques de classement ICPE dans le cadre des modifications mises en œuvre par la société JALLATTE portant sur l'arrêt de l'activité de fabrication d'embouts composites et l'implantation d'une cabine de peinture. Ce point n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection. Le régime de classement général de l'établissement n'est pas modifié, le site restant soumis au régime de l'autorisation. Le tableau de classement reprenant l'ensemble des rubriques ICPE, les activités exercées sur le site et la composition des différents bâtiments du site ont été actualisés. Un projet de courrier annexé au présent rapport et informant l'exploitant de ces conclusions est proposé à madame la sous-préfète du Vigan.

Cette visite d'inspection a permis de faire également un point de situation sur les rejets atmosphériques, notamment en ce qui concerne les émissions de composés organiques volatils contrôlées tous les ans par un organisme agréé et le plan de gestion de solvants (PGS) établi chaque année. À l'examen du PGS, il apparaît que les émissions diffuses et la quantité totale des émissions de COV par paire de chaussure fabriquée respectent les valeurs seuils définies dans l'arrêté préfectoral du 19 avril 2007. Par contre, le rapport de contrôle des émissions atmosphériques canalisées met en évidence une non-conformité de la concentration en N-Méthyl-2-pyrrolidone (COV spécifique) au droit de deux points de mesure canalisés. L'exploitant prévoit d'entreprendre des travaux de mise en conformité avant la fin de l'année.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19/04/2007 – Article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont visées comme suit par la nomenclature de classement : cf. tableau de classement figurant à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 19/04/2007
Constat : Par courrier du 29 juin 2023, la société JALLATTE a informé le préfet des modifications apportées aux procédés de fabrication (arrêt de l'activité de fabrication d'embouts composites et mise en service d'une nouvelle activité d'application de peinture sur inserts) impliquant l'actualisation de la situation administrative au regard des rubriques ICPE. Le jour de la visite, les rubriques ICPE proposées par l'exploitant dans son courrier susvisé a fait l'objet d'un examen détaillé de l'inspection afin de prendre en compte l'arrêt de l'activité de fabrication d'embouts composites, la nouvelle activité mise en fonctionnement depuis mai 2023 et les produits utilisés pour la fabrication de chaussures de sécurité. Un projet de courrier à l'exploitant actant le tableau de classement actualisé, les activités exercées au sein de l'établissement ainsi que la composition du site (bâtiment principal, bâtiments périphériques et bâtiments annexes) et annexé au présent rapport d'inspection, est proposé à madame la sous-préfète du Vigan.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/02/1998 – Article 27-7-a, b et c
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des composés organiques volatils
Prescription contrôlée : a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m ³ . b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 : Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m ³ . En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m ³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m ³ exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés. c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m ³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés. Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m ³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés. Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.
Constat : La société JALLATTE utilise des produits chimiques parmi lesquels certains contiennent des composés organiques volatils (COV). Les produits solvantés identifiés (environ une dizaine) sont en majorité des produits de nettoyage et dégraissage des outils et pièces (moules, anneaux, poinçons), mais également des agents de démoulant et des colles. À noter que deux produits sont visés par une ou plusieurs mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou H341 ou H351 : – le N-Méthyl-2-pyrrolidone (NMP) de mention de danger H360D, – le chlorure de méthylène de mentions de danger H341 et H351 : composé organique volatil visé à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. L'exploitant fait procéder tous les ans par un organisme agréé à une campagne de mesures des rejets atmosphériques émis au niveau des deux carrousels de fabrication (carrousel n°3 et carrousel n°421) et du bain de traitement de surface. Le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques (référence n°17447774/1.1.2.R) réalisé les 19 et 20 décembre 2022 a été consulté. Les paramètres analysés sont les COV (COV totaux, COV non méthaniques, COV spécifiques).

Les résultats des analyses mettent en évidence :

- une conformité de la concentration en COV totaux au droit des 3 conduits (bain de traitement = 31,9 mg/m³, carrousel n°3 = 51,1 mg/m³, carrousel n°421 = 29,6 mg/m³ < VLE = 110 mg/m³),
- une non-conformité de la concentration en N-méthyl-2-pyrrolidone (NMP) (COV de mention de danger H360D) au niveau du bain de traitement et du carrousel n°3, les concentrations étant respectivement de 9,9 mg/m³ et de 4,4 mg/m³ (> VLE = 2 mg/m³).

Le plan de gestion des solvants de 2022 (cf. constat n°3) basé sur les résultats des mesures de ces rejets canalisés, préconise le remplacement du NMP par un produit moins nocif. L'exploitant a précisé avoir effectué des essais de substitution du NMP (procédés de nettoyage par enzymes, par ultrasons), qui se sont révélés infructueux. L'exploitant prévoit donc de déplacer tous les bains de trempage au NMP au niveau d'une zone dédiée qui sera équipée d'un système de captation muni de filtres à charbon dans le but de piéger les COV. Un premier devis a déjà été établi et l'exploitant est en attente d'un second devis.

→ L'exploitant devra informer l'inspection de l'avancement de la mise en œuvre de cette action. Une campagne de mesures devra être effectuée à l'issue des travaux afin de vérifier l'efficacité du traitement des rejets atmosphériques.

Concernant les émissions de chlorure de méthylène, compte tenu de l'utilisation de ce produit, il est estimé que le flux horaire ne dépasse pas 0,1 kg/h. En conséquence, la valeur limite fixée au point b de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (20 mg/m³) ne s'applique pas.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19/04/2007 – Articles 4.4.2-B et 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : [...] Valeur limite d'émission : Pour la fabrication des chaussures, le total des émissions de COV est inférieur ou égal à 20 g par paire de chaussures complète fabriquée. Pour la fabrication des embouts composites, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m ³ si leur flux dépasse 2 kg/h. Les émissions diffuses ne doivent pas excéder 25 % de la quantité de solvants utilisée. L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants. Ce plan consiste à comptabiliser précisément toutes les entrées et toutes les sorties de solvants de l'établissement sous quelque forme que ce soit. Les émissions canalisées sont quantifiées sur la base d'au moins une mesure à l'émission par exutoire et par an. Cette mesure est réalisée par un organisme agréé dans des conditions représentatives des émissions moyennes de la production pour la période considérée pour le bilan. Au moins une fois par an, l'exploitant établit le bilan du plan de gestion en quantifiant la consommation de COV par paire de chaussure fabriquée, par typologie de COV distinguée à l'article précédent, tant en mode canalisé que diffus. Sur cette base, l'exploitant définit le plan d'actions pour la réduction des COV pour la période suivante. Le bilan, sa base d'établissement et le plan d'actions sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de trois ans.
Constat : La consommation annuelle de solvants des installations est supérieure à 1 tonne : 2,516 t en 2021 et 2,712 t en 2022. L'exploitant réalise donc un plan de gestion des solvants (PGS) afin de déterminer les flux de solvants entrants et sortants de ses installations, d'estimer les émissions diffuses et totales et de les comparer aux seuils fixés dans l'arrêté préfectoral du 19 avril 2007, et enfin de proposer des axes d'amélioration. Le PGS de 2022 établit le bilan suivant : <ul style="list-style-type: none">– les émissions diffuses estimées à environ 4 % ne dépassent les 25 % de la quantité de solvants consommés,– les émissions totales s'élèvent à 725,6 kg/an pour une production de 384 819 paires de chaussures fabriquées en 2022,– la proportion d'émission de COV par paire de chaussure fabriquée représente 1,9 g, soit un total des émissions de COV inférieur à 20 g exigé dans l'arrêté préfectoral du 19 avril 2007. S'agissant des axes d'amélioration, il est préconisé de mettre en place différentes actions pour limiter les émissions de COV en particulier celles à mentions de danger particulier : <ul style="list-style-type: none">– mise en œuvre de produits de démoulage ou de nettoyage avec moins de solvants : l'exploitant a remplacé le démoulant MARBO BCC10 contenant du benzène par le démoulant KECK 1501-167N sans benzène. Les colles solvantées ont également été substituées par des colles à base aqueuse ayant la même efficacité,– changement des méthodes d'utilisation des solvants afin de générer moins d'émissions diffuses de COV : l'application au pinceau des démoulants solvantés a été remplacée par la pulvérisation automatique des démoulants au niveau du carrousel n°3. L'exploitant prévoit de mettre en place à court terme ce procédé de pulvérisation au niveau du carrousel n°421,– ajout de système d'extraction d'air au niveau des postes d'utilisation de solvants ou amélioration des systèmes d'extraction existants notamment ceux des carrousels : l'exploitant souhaite déplacer tous les bains de trempage dans une zone dédiée au nettoyage et dégraissage des pièces et équipée d'un système de captation canalisé avec filtres à charbon. Dans le cas où les bains de trempage des deux carrousels ne pourraient pas être déplacés, l'exploitant prévoit d'améliorer les systèmes d'extraction existants par l'ajout de filtres à charbon.
Type de suites proposées : Sans suite